

LA POLITIQUE COMMERCIALE EUROPEENNE VIOLE LE DROIT À L'ALIMENTATION AU GHANA

POULETS ET TOMATES

Cette publication peut être téléchargée à : www.gernamwatch.org/handel/tomachi.htm



Traduction Amis de la Terre-Landes (mai 2008)

INONDATIONS DÉVASTATRICES – CAUSÉES PAR L'HOMME

La politique commerciale européenne viole le droit à l'alimentation au Ghana.

Des images pénibles ont fait le tour du monde en automne quand 17 pays africains longeant le Sahel furent frappés par des pluies torrentielles et des inondations. Le nord du Ghana a aussi été touché : 18 personnes ont péri et des milliers de personnes ont perdu leurs maisons¹. Des organisations d'aide ont immédiatement recueilli des dons pour porter rapidement secours aux 1,5 millions de victimes de l'inondation en Afrique. Le gouvernement allemand a aussi participé à l'aide. Le ministre des Affaires Etrangères Frank-Walter Steinmeier a déclaré le 11 octobre 2007: "les crises humanitaires résultant des catastrophes naturelles et des conflits causent de grandes souffrances et menacent les vies. Il est donc nécessaire de fournir une aide d'urgence ciblée aux victimes, mais aussi d'agir à moyen et à long terme contre les causes."²

Le ministre avait raison. On a désespérément besoin d'une rapide aide d'urgence pour réduire la faim et la pauvreté. Malheureusement, les images spectaculaires de la TV cachent souvent les causes structurelles de la faim. Au Ghana les inondations sont d'une nature très différente: Là, les morceaux de volaille bon marché de Hollande, de Belgique, de France, d'Allemagne et du Brésil, la purée de tomates d'Italie et de Chine,³ ainsi que le riz des USA, de Thaïlande et du Vietnam⁴ inondent les marchés et privent les familles des petits exploitants locaux de leur principale source de revenus. La seule chose sûre, c'est que les inondations d'importations frappent précisément ceux qui sont déjà parmi les plus pauvres du Ghana. Selon l'Enquête sur le Niveau de Vie du Ghana (GLSS en anglais) menée en 1999, 59,4% des agriculteurs produisant des cultures vivrières sont touchés par la pauvreté, bien plus que la moyenne nationale. 70% des producteurs de cultures vivrières sont des femmes.

Combattre les causes impliquerait que l'on soutienne les agriculteurs en protégeant leurs marchés des importations bon marché. Malheureusement, c'est exactement le contraire qui se passe. Alors que Steinmeier prononçait son discours plein de sagesse, la Commission de l'Union Européenne négociait avec le Ghana et 77 pays ACP (Afrique, Caraïbe et Pacifique) les Accords de Partenariat Economique (APE). L'UE demandait, entre autres choses, que dans les années à venir ces pays ouvrent entièrement leur marché à 80% des importations européennes.

" Partenariat" et " Libre Echange", ces mots sont bien agréables à entendre, mais l'UE a une économie 31 fois plus forte que celle des pays ACP.⁵ De nombreuses entreprises agricoles et industrielles seraient ruinées si elles étaient livrées à la merci de la concurrence européenne trop puissante sans aucune mesure de protection.

Les APE devraient être conclus avec toutes les régions d'ici le 31 décembre 2007. L'UE a menacé les états réfractaires d'une protection tarifaire plus élevée et – presque en secret – d'une réduction à moyen terme des fonds de développement. Chose étonnante, 42 des 78 pays ont résisté à la pression de l'UE jusqu'au terme de la période de négociation officielle.⁶ Ce ne fut pas le cas du gouvernement à Accra (capitale du Ghana) qui finalement s'est mis d'accord sur le dénommé Accord Provisoire sur la libéralisation réciproque du commerce. Mauvaises nouvelles pour les éleveurs de volailles ghanéennes et les producteurs de tomates. Une recherche menée au printemps 2007 par l'Association FIAN (droit de l'homme) et une ONG ghanéenne, la Fondation SEND, a montré que leur droit humain à l'alimentation était déjà compromis par les importations européennes bon marché.⁷ Leur espoir pour une augmentation de la protection du marché a considérablement diminué avec l'accord.

LE POULET BON MARCHÉ NE RAPPORTE PLUS GRAND CHOSE

Markus Makarenko vit dans la municipalité d'Ashaiman près du port maritime de Tema. Ce vieux père de 54 ans a trois enfants et est grand père. Il vit depuis 1989 presque exclusivement de l'élevage de volailles. Depuis, il avait un élevage d'à peu près 1000 poulets, y compris des poules pondeuses et des poulets d'abattage. De plus il cultivait 6 acres de maïs pour nourrir ses volailles. Selon Marcus, la vente des œufs a longtemps assuré un revenu modeste mais régulier à sa famille. Il vendait les poulets aux femmes commerçantes et quelque fois aux restaurants et à des particuliers. Il vendait toujours la plupart de ses poulets vers Noël quand beaucoup de familles s'offraient le luxe d'un savoureux poulet. Il comptait sur la vente de ces poulets pour en acquérir de nouveaux pour l'année suivante.



Les importations de poulets bon marché menacent les éleveurs (photo Armin Paasch)

Cependant, il y a cinq ans, la situation a mal tourné. Depuis, se souvient Marcus, l'élevage des volailles s'est plutôt mal passé, et finalement s'est effondré cette dernière année. " C'est principalement à cause des morceaux de poulets surgelés provenant de l'Europe", se plaint-il. "Les gens ne payent qu'une partie du prix et ensuite s'en vont. Ils ne payent plus le reste. Je ne peux pas suivre les prix des morceaux de poulets importés". Presque tous les 180 membres de l'union locale des éleveurs de volailles, qui ont tous des élevages de taille petite et moyenne, partagent le même sort. Ils ont abandonné la production des poulets d'abattage et ne vendent plus maintenant que les œufs.

En effet, maintenant on ne trouve presque plus de poulets vivants pour l'abattage. Avant on en trouvait partout sur le marché d'Ashaiman. A la place, les femmes commerçantes attirent leurs clients avec des morceaux de poulets congelés. Une étude commandée par la FAO (Food and Agriculture Organisation) des Nations Unies confirme cette observation. Au Ghana, au début des années 1990, la consommation de viande de poulets était entièrement couverte par la production nationale. Jusqu'à ce que les importations démarrent et attirent tout de suite les clients. L'étude est intitulée " import floods" (afflux massifs d'importation), c'est à dire que les importations ont rapidement augmentées au cours des années 2001 à 2003. En 1998, on n'importait que 4800 tonnes de viande de poulets, mais ce nombre a déjà atteint 39 200 tonnes en 2003.⁸

L'étude de la FAO montre que les agriculteurs locaux n'ont aucune chance face à cette concurrence. En 2004, la viande de poulet importée au Ghana était vendue 1,50 euros le kilo, alors que la viande produite localement coutait 2,60 le kilo - bien que les exportateurs européens n'aient même pas tiré profit des tristement célèbres subventions à l'exportation.

En voilà la raison : ce qu'on retrouve sur les marchés de l'Afrique Occidentale, ce sont les "restes" des cuisses et des blancs de poulet qui sont si courants en Europe. La vente de ces restes coute cher aux abattoirs (voir l'encadré de Francisco Mari). Dans les années 1990, ils ont suggéré une brillante idée pour supprimer élégamment ce problème: vendre les morceaux de volaille surgelés pour des clopinettes, et les coûts se transformeront en une affaire lucrative pour les entreprises européennes.⁹

Dans les pays récepteurs, le marché n'est absolument pas lucratif pour les éleveurs de volailles, les abattoirs et les producteurs de maïs. La FAO admet que les dommages causés par les importations sont difficiles à mesurer en raison des médiocres bases de données. Il y a cependant des rapports qui affirment que les chutes des prix auraient pu entraîner des pertes de revenus et des limitations dans la production. En 2003, on a utilisé seulement 25 % de la capacité des abattoirs.¹⁰ Cela signifie concrètement des pertes d'emplois, des fermetures d'entreprises et des revenus considérablement réduits pour les agriculteurs. Des entreprises plus grandes déplorent aussi un effondrement de leurs ventes. Les impacts sont particulièrement graves pour les petits et moyens producteurs.

Marcus Makarenko dénonce : " Nos revenus ont considérablement diminué. Les enfants sont ceux qui souffrent le plus. Ils mangent moins, bien moins. Souvent, ils ne peuvent même pas prendre deux repas par jour. Nous buvons davantage d'eau, les repas deviennent plus monotones, nous devons réduire les ingrédients". Dans sa famille personne ne s'est laissé mourir de faim, mais il est évident qu'ils ne peuvent pas profiter de leur droit humain à une alimentation suffisante tel qu'il est présenté dans la convention internationale sur les droits économiques, sociaux et culturels. Selon l'interprétation des Nations Unies, ces droits humains sont remplis quand toute personne a "un accès physique et économique à une alimentation suffisante ou des moyens de l'obtenir pour toujours"¹¹. Un ou deux repas quotidiens de bouillie de maïs sans légumes, poisson ou viande, ne sont en aucun cas suffisants pour une alimentation convenable. A moyen terme, les impacts d'une telle malnutrition sur la santé et sur le développement mental et physique des enfants sont désastreux.

Marcus fait face à un avenir incertain: "En fait, je pourrais replacer des poules pondeuses. Mais cela coute de l'argent et je ne l'ai pas". Un cercle vicieux s'ensuit : " Si je ne peux pas acheter de nouvelles poules, la production des œufs chutera, et ça réduira à son tour les

revenus ". Samuel Asuming-Bremond, professeur d'économie agricole à l'université d'Accra et coordonnateur de l'étude de la FAO, n'est pas non plus très optimiste. " A la longue, l'élevage de volaille n'est lucratif que si on peut vendre à la fois les œufs et la viande des poulets". Si les importations restent au même niveau, ça ne sera pas possible.



L'association des éleveurs de poulets d'Ashaiman se plaint des lourdes pertes subies par les paysans à cause des importations européennes.

De la viande bon marché pour l'Afrique.

A première vue, il semble étonnant que le poulet européen soit exporté en Afrique si on considère le prix élevé, pour les normes africaines, de la volaille dans nos supermarchés.

Cette viande est vendue à l'Afrique à peu près 70 centimes le kilo, sans aucune subvention à l'exportation. Est-ce de la viande pourrie ? En aucune façon ! Les morceaux de volaille qui sont exportés vers l'Afrique n'ont rien à voir avec le scandale de la viande pourrie qui a frappé l'Allemagne récemment. La viande provient des mêmes poulets en bonne santé (ou non) que les filets de blanc de poulet trouvés dans nos salades. Les morceaux sont cependant différents : ce sont les parties dédaignées par le palais européen.

Les exportations bon marché sont surtout possible à cause des modèles de consommation de plus en plus sélectifs du Nord Mondial. Celui ci demande une surproduction, car toutes les parties du produit ne remplissent pas ces présumés grands critères. L'industrie et la publicité encouragent la consommation de ces produits tout préparés et donnant un sentiment de bien être, car ceux-ci peuvent être vendus à des prix plus élevés, par exemple qu'un fade demi poulet rôti.

Bien sûr, les ailes de poulets, les abats et les cous continuent à être consommés en Europe à un prix bien plus élevé qu'en Afrique. Cependant 60 % de notre consommation de volailles consiste en blancs de poulet - qui néanmoins ne constituent que 20 % du poulet. Ainsi des millions de poulets sont abattus à travers le monde pour obtenir la "Porsche" de la viande de poulet : les blancs. Ceux-ci peuvent être vendus par les abattoirs à presque 5 euros le kilo mais dans les supermarchés ils coûtent jusqu'à 9 euros le kilo. Le reste de la viande est ce qu'on appelle un sous-produit. Il est produit en même temps que les blancs, car c'est génétiquement impossible de faire autrement. Cette consommation sélective entraîne d'énormes surplus aux USA et dans l'UE.

La majorité de ces "poulets dont on ne veut plus" est vraiment subventionnée, car les plus grandes quantités de la viande de volaille européenne sont vendues à la Russie et au Moyen-Orient. Comme le Brésil et les USA peuvent y vendre leurs produits meilleurs marchés, ces pays reçoivent en compensation un remboursement à l'exportation d'à peu près 30 centimes par kilo. Mais ça ne s'applique pas aux exportations provenant de l'Afrique! Ainsi pourquoi la viande est elle si bon marché pour l'Afrique ? Cette viande se compose littéralement du "reste du reste" qu'on ne peut pas vendre en Europe ni dans les autres exportations. La vendre à un bas prix ici ferait chuter le prix total. La traiter pour aliments pour chien ou pour chat n'est plus un bon choix, car les propriétaires européens d'animaux domestiques demandent de plus en plus de viande rouge (bœuf et porc) pour leurs animaux. Jusqu' en 2000, il était encore possible de transformer les restes en farine animale, et les abattoirs recevaient même une petite compensation pour le faire. Depuis la crise de la maladie de la vache folle, il est défendu d'utiliser la farine animale comme fourrage. Ainsi que faire avec les restes ?

Allons en Afrique! Les quantités importées au Ghana depuis 2001 sont particulièrement problématiques. Depuis, les exportations de viande de poulet vers l'Afrique de l'Ouest ont de nouveau explosé, de 45000 tonnes à 170000 tonnes en 2006. Maintenant les exportations atteignent de nouveaux marchés (Liberia, Sierra Leone, Guinée, la DRC et l'Angola) L'existence des petits exploitants est de ce fait menacée, et ils n'ont pas l'occasion de reconstruire leur propre économie après les guerres civiles.

Plus de renseignement à www.eed.de/meatexport

LA PURÉE DE TOMATE PARTOUT

Cinq à six mille habitants de Koluedor, la "vallée des tortues" ¹² partage le même sort que Marcus. Le village se trouve dans le district de Dangme Est, à environ 20 miles de la capitale ghanéenne Accra. De mémoire d'homme, ils ont toujours vécu de la culture des tomates. Les familles des agriculteurs ont besoin de ces tomates pour préparer leur propre nourriture. Ils vendent cependant la plus grande partie à des intermédiaires qui, au moment de la récolte, arrivent en camions d'Accra, de Kumasi, de Terna, d'Asheiman et même de Lomé dans le pays voisin du Togo. Le problème c'est que, alors que les coûts de production –pour les engrais, les pesticides, les ouvriers et les machines – ont augmenté sans cesse ces dernières années, les prix et les quantités de tomates vendues ont stagné. Ainsi, les agriculteurs ont-ils enregistré des pertes dans les ventes.



John Hwago explique : "Depuis les années 1990, nous avons des problèmes avec la commercialisation de nos tomates. Nous avons toujours eu l'impression que les femmes du marché nous escroquaient. Nous avons donc créé en 2004 une commission pour négocier collectivement les prix avec elles. John fait partie des agriculteurs qui ont le mieux réussi et qui arrive à s'en sortir. Il possède son propre tracteur et assez de terre. En raison de la quantité et de la qualité garantie de ses tomates, les commerçants viennent le voir en premier et ils payent le meilleur prix. À Koluedor, seule une poignée d'agriculteurs ont aussi bien réussi que John. Les commerçants frappent plus tard aux portes des plus pauvres producteurs, soit la

majorité d'entre eux. Ils encaissent des prix qui sont souvent bien en dessous de la somme négociée collectivement et ils vendent moins de tomates. Le producteur de tomate Johannes Klopla déclare " L'année dernière, une partie de mes tomates ont pourri sur place dans mes champs car je ne m'en suis pas débarrassé ».

Ces producteurs de tomates vivent dans un village isolé et, contrairement aux éleveurs de volailles d'Ashaiman, ils ne peuvent pas connaître la situation sur les marchés des villes. Ils expliquent leur problème croissant de commercialisation de ces dernières années par une "coïncidence fâcheuse dans les récoltes" : les années où la récolte a lieu en même temps et dans plusieurs régions, l'offre augmente et les prix diminuent. Les importations croissantes de tomates fraîches provenant du pays voisin, le Burkina Faso, sont aussi un problème notable. Ce que les agriculteurs du Koluedor ne voient pas, c'est que les importations de purée de tomates vers le Ghana provenant d'Italie, de Chine, d'Espagne et d'autres pays d'Europe du sud ont monté en flèche depuis la fin des années 1990. Selon la FAO, 3 300 tonnes ont été importées en 1998 ; en 2004, ce nombre était de 2 4740 tonnes. Cela correspond à un accroissement astronomique de 650 % sur un petit nombre d'années. Selon les calculs de la FAO, la part du marché des tomates locales a chuté de 92 à 52 % sur la même période.¹³

Johannes raconte : " les commerçantes disent : à Acra plus personne ne mange de tomates". C'est moins absurde qu'il n'y paraît. En effet, de plus en plus souvent, les consommateurs des villes préfèrent les boîtes de purée de tomates importées aux tomates fraîches locales. Ainsi, sur le marché d'Ashaiman, les étals de boîtes de tomates ont poussé comme des champignons. Selon des estimations, la purée de tomate chinoise et italienne seule est vendue sous 56 marques sur le marché. Les vendeuses de tomates locales commencent à ressentir la concurrence grandissante. " Il y a 5 ans ", se plaint une vendeuse, "nous vendions ici beaucoup plus de tomates fraîches que nous le faisons maintenant". La purée est plus facile à cuisiner que les tomates fraîches, de sorte que, ces derniers temps, davantage de Ghanéens y ont pris goût, explique t elle.

Par-dessus le marché, la purée importée est bon marché, essentiellement à cause de l'aide de l'UE. Celle-ci attribue aux producteurs européens de tomates un copieux budget de 300 millions d'euros, lequel représente la moitié de leur chiffre d'affaire. Etant donné les augmentations significatives de la production en Italie et en Espagne, ce budget fut même dépassé en 2005/2006 et en 2006/2007, atteignant respectivement 380 et 369 millions d'euros. Un agriculteur européen reçoit en général 34,50 euros par tonne de tomates. Et du fait que ça ne suffit pas pour rendre l'Europe compétitive internationalement, l'UE ajoute 49 euros de plus pour l'exportation d'une tonne de tomates en boîtes. Par exemple, en 2000, les exportateurs européens de produits à base de tomate ont reçu un total de 6,3 millions d'euros de subventions à l'exportation¹⁴. La FAO suppose que ces subventions (en particulier pour les agriculteurs italiens) sont un important facteur qui explique pourquoi les agriculteurs ghanéens ne sont plus compétitifs.

De toute façon les Ghanéens sont désavantagés au départ : en Italie du nord, un producteur moyen de tomates cultive une superficie de 20 à 25 ha, alors que Johannes Klopla doit se débrouiller avec 1,5ha. De plus il ne peut pas utiliser cette surface toute l'année, car à la saison sèche, il ne peut pas se permettre l'irrigation de ses champs.

"Nous avons trois mois de pluie .Le reste de l'année nous ne pouvons pratiquement rien faire et nous n'avons pas de revenus", observe Johannes. Les six mois qui précédant la récolte des

tomates, c'est-à-dire de Janvier à Juillet, sont les pires". Ce sont les mois où nous devons réduire nos repas". David Anumabley, un autre cultivateur de tomates, confirme et ajoute : "Bien que nous réussissions à manger trois fois par jour, les rations sont mesurées au plus près. Souvent nous ne mangeons que du Gari (gingembre mariné), que nous produisons en dehors de Cassava." A Koluedor aussi, tous les agriculteurs sont d' accord pour dire que ceux qui souffrent le plus sont les enfants.

La plupart des familles d'agriculteurs du Koluedor sont dans la même situation que Johannes et David. On viole leur droit humain à l'alimentation. Et ce n'est pas tout. Souvent les familles n'ont pas l'argent pour obtenir les autres besoins vitaux tels que les vêtements, les médicaments, le paiement des frais de scolarité dans le secondaire introduits sous la pression de la Banque mondiale et du FMI. Les souffrances des cultivateurs de tomates ne sont pas limitées au Koluedor, mais frappent aussi les villages environnants et les principales régions productrices du nord-ouest du pays. Là, les reportages de tentatives de suicide par des cultivateurs de tomates fortement endettés s'accumulent dans les journaux. Ayant perdu l'accès au marché, ces personnes ne sont plus capables de prendre en charge leurs frais de production ni les frais des besoins quotidiens. Dans leur désespoir, il semble que de nombreuses personnes ne connaissent pas d'autres façons de se sortir de cette situation qu'en s'empoisonnant avec des pesticides.¹⁵



Les marchés locaux sont une source importante de revenus. Ces dernières années, les vendeurs de tomates se plaignaient de la dure concurrence de la purée de tomate importée. Photo Ulrich Döring

L'ESCLAVAGE À L'ITALIENNE (LE MORT DE CERIGNOLA)

Un film de Thomas Giefer, Rena Kiefer et Karl Hoffmann

Ce documentaire " L'esclavage à l'italienne " sera diffusé sur ARTE le Samedi 5 Juillet (dans la nuit du 5 au 6, à 1 h 50 n.

Une exhumation au cimetière de la petite ville de Cerignola dans l'Italie de l'ouest. Le corps a été découvert, il y a quelque temps sur une route proche. , et maintenant a lieu une enquête sur la cause de la mort. Le cercueil est retiré de la tombe sombre. Nous pouvons lire le nom du décédé sur une plaque en émail fixée sur le couvercle : Darius Olszewski.

C'est le début de notre documentaire sur les conditions de vie et de travail dans les champs de tomates de l'Italie du sud. Car Darek, un jeune polonais, était un des milliers de travailleurs saisonniers illégaux qui affluent chaque année pendant la saison des récoltes dans le " triangle d'esclavage "entre Cerignola, Candela et San Severo. Souvent, ils renoncent aux droits élémentaires de l'homme et du travail pour une vague promesse d'argent facilement gagné. Depuis l'élargissement de l'UE à l'est, ce sont surtout les polonais, les bulgares et les roumains qui y travaillent ; auparavant, c'était principalement des réfugiés africains. Embauchés dans leur propre pays par des intermédiaires douteux, un grand nombre d'entre eux sont entassés dans des camps semblables aux camps de concentration, gardés par des bergers allemands et des " capos" armés, poussés à travailler jusqu'à ce qu'ils tombent, battus , poursuivis si ils essayent de s' échapper et même tués si ils refusent d' obtempérer. – ce fut probablement le sort du" mort de Cerignola ". Le salaire horaire promis de 3 à 5 euros pour ce travail de cueillette extrêmement fatigant, se révèle être une complète illusion au moment de la paye. Le travail à la pièce demandé est impossible à faire; il y a des déductions pour la dégradation des logements, pour le transport aux plantations, pour la nourriture qui doit être achetée à des prix excessifs aux patrons. Tout cela réduit les revenus au minimum. Même l'eau polluée dans des grands récipients sales est souvent facturée.

Ce ne fut qu'après que le dossier des morts inexplicables ait été achevé, avec une longue liste de personnes disparues sans laisser de traces, qu'une unité spéciale italienne-polonaise est intervenue. Les descentes de la police dans les champs font partie maintenant de la routine quotidienne. Cependant les intérêts économiques à l'arrière plan sont forts. Beaucoup d'emplois, de recettes fiscales et même de subventions de l'UE dépendent de ce système qui est une grave violation des statuts des droits de l'homme dans l'UE. Cela fait penser au temps de l'esclavage dans les champs de coton au sud des Etats-Unis.

Cependant, alors que nous recherchons les causes plus profondes de cette brutale exploitation, on nous donne des raisons surprenantes. Sans le travail fait par les esclaves, les agriculteurs d'Apulie et les usines qui traitent les tomates pourraient à peine résister à la concurrence internationale. Depuis quelques années maintenant, les importations légales et illégales de purée de tomates chinoises bon marché inondent le marché italien. Les producteurs italiens réagissent à ce " péril jaune" non seulement par l'esclavage (voir conditions de travail décrites ci-dessus), mais aussi par des exportations offensives vers le tiers monde. Ainsi, la dernière partie du documentaire nous amène au Ghana, le plus important pays d'exportations d'Afrique. Là, à leur tour, de nombreux producteurs de tomates africaines sont ruinés par des prix de dumping de la concurrence italienne subventionnée par l'EU. Désavantagés par les conditions naturelles, n'ayant ni capital, ni technologie moderne, ils sont les plus faibles de la chaîne. Le résultat : plus de réfugiés chassés par la pauvreté, des réserves fraîches pour le marché moderne européen de l'esclavage. La mondialisation galopante déclenche un cercle vicieux avec de nouveaux standards d'exploitation vraiment illimitée.

AJUSTEMENT STRUCTUREL AU DETRIMENT DES PLUS PAUVRES

Les exportations européennes bon marché grâce aux subventions ou la forme moderne de vendre les restes européens sont un aspect de l'histoire. Les inondations des importations au Ghana ont cependant une autre cause décisive : le libre échange. En effet, depuis la moitié des années 1980 et par suite de la pression du FMI et de la Banque Mondiale, le Ghana a ouvert de plus en plus souvent ses portes aux concurrents étrangers, comme de nombreux pays du Sud. Au Ghana, les dernières restrictions sur les quantités d'importations furent abolies en 1992, et on a introduit des droits de douane au taux réduit de 20 % sur les importations agricoles¹⁶ - beaucoup trop bas, comme il s'est avéré rapidement. Que ce soit pour le riz, les tomates ou les volailles, les importations ont augmenté à un rythme rapide et ont pris les dimensions d' " un raz de marée d'importations ", particulièrement entre 1998 et 2004.

La plupart des agriculteurs du Ghana ne sont pas armés contre cette nouvelle concurrence. Par opposition à leurs collègues européens, les producteurs de tomates du Koluedor et les éleveurs de volailles d'Ashaiman ne reçoivent aucune subvention et n'ont pas non plus la possibilité de demander des prêts abordables. Les services de l'Etat pour les agriculteurs sous la forme de machines, d'engrais, de pesticides, de crédit, de soutien au marketing et de prix fixes, qu'il y avait au Ghana, ont été considérablement réduits. Le mot magique pour ces réductions massives était : "ajustement structurel".

Avec ces réductions, le gouvernement, pressé par le FMI, essayait d'équilibrer le budget de l'Etat et de rétablir sa solvabilité envers ses créanciers.¹⁷

L'industrie nationale de traitement des tomates pour obtenir de la purée a souffert aussi de l'ajustement structurel. Deux usines de conserve de tomates sur trois, qui existaient au Ghana dans les années 1970, ont dû fermer leur porte à la suite de privatisation ou à cause de la concurrence avec les importations. Parmi elles, il y a l'usine de Nsawarm près d'Accras qui traitait les tomates de Koluedor. Depuis, toute tentative de relancer l'industrie de traitement des tomates au Ghana a échoué. En 2001, par exemple, la multinationale allemande Unilever et l'entreprise ghanéenne United Link ont recommencé à gérer l'usine de Wenchi avec le soutien du GTZ (coopération technique allemande). Actuellement seul 10 % de la capacité sont utilisés. Il est pratiquement impossible qu'une usine ghanéenne fasse une sous-enchère face aux prix sacrifiés de la purée importée. En 2007, une autre tentative fut lancée avec le soutien de l'Etat. Une usine de Pwalungu, au nord du pays, est censée transformer les tomates en purée qui seront mises en boîtes à Tamale. Il reste à voir si cette tentative sera davantage couronnée de succès¹⁸. Pour une reprise de l'agriculture au Ghana, il faudrait mieux se protéger des importations bon marché. Comme il est devenu évident en 2003, l'augmentation des droits de douane au Ghana est passible de punitions de la part du FMI et de la Banque Mondiale. Le Parlement et le gouvernement avaient décidé d'augmenter les protections tarifaires sur le poulet de 20 à 40 % et de 20 à 25 % sur le riz.¹⁹ C'était une mesure très raisonnable, surtout au moment même où les règlements de l'OMC permettait au Ghana d'augmenter ces droits de douane de 99 %. Les gouvernements du Nord n'apprécièrent quand même pas cette mesure, et le 12 Mai 2003, 4 jours avant le début de son entrée en vigueur, la loi fut suspendue et les droits de douane ont repris leurs ancienne valeur.

Ce n'est pas le fruit du hasard, car juste 3 jours avant – le 9 Mai 2003 - le FMI accorda au Ghana un crédit sur trois ans de 258 millions de dollars pour combattre la pauvreté. Comme on peut le lire sur le rapport officiel du FMI, l'administration du Ghana s'engage à ne pas appliquer cette augmentation des droits de douane pendant la durée des accords proposés²⁰. Pour le FMI, le Ghana semble avoir un " bon gouvernement". En effet ce gouvernement a abandonné anticonstitutionnellement une loi du parlement qui était nécessaire de toute urgence pour protéger le droit à l'alimentation des éleveurs de volaille et des producteurs de riz du Ghana.

Les droits de douane sur la purée de tomate n'étaient pas inclus dans la loi de 2003. Le FMI a fait tomber cette loi. Ce n'est que récemment que le gouvernement s'occupa efficacement des importations bon marché. En Novembre 2007, il imposa un gel temporaire sur les importations de purée de tomate²¹. Quelle en est la raison ? Apparemment, les importateurs avaient récemment mis à plusieurs reprises des prix plus bas sur les factures que les prix véritables de façon à faire des économies sur les taxes et les droits de douane et importer leur marchandise encore meilleur marché. Les associations d'agriculteurs du Ghana se sont réjouies de la décision du gouvernement. Ce n'est cependant qu'une sanction secondaire qui ne peut être maintenue en raison des accords avec l'OMC sur l'agriculture. Plus tard, on a déclaré que le gel des importations avait été appliqué de façon laxiste. Les agriculteurs doivent donc continuer à se battre contre les importations de purée de tomate bon marché.

UN ACCORD DE PARTENARIAT ECONOMIQUE (APE) FATAL

En 2003, le FMI a mis fin aux droits douaniers à courte durée sur les importations de poulets et de riz au Ghana. Dorénavant, on ne pourra même pas appliquer des droits de douane, en premier lieu contre l'UE. En effet, selon l'accord provisoire de partenariat économique que le gouvernement du Ghana a accepté le 13 décembre 2007, le Ghana devait supprimer les droits de douanes à l'importation pour plus de 80 % des importations européenne vers 2023 et pour 70 % des importations dès 2018²². On ne sait pas bien si les tomates et les volailles font partie de ces 80 % ou s'ils font partie des " produits spéciaux". Pourtant, même dans ce dernier cas, les agriculteurs ne seraient pas au bout du tunnel. Une clause du contrat interdit au Ghana d'augmenter ses droits de douanes au dessus des valeurs actuelles même pour ces produits²³. Cela signifie concrètement que, alors que le Ghana a eu jusqu'à présent le droit, sur la base des règlements de l'OMC, d'augmenter ses droits de douane sur l'importation des volailles et des tomates de 20 à 99 %, désormais ce sera interdit pour les importations européennes. Le Ghana perd ainsi toutes les marges de manœuvre pour sa politique commerciale. Elles seraient nécessaires pour défendre le Droit à l'alimentation des producteurs de tomates et des éleveurs affectés.

L'accord ne s'est fait que grâce à une considérable pression. En Octobre, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS) a lancé à l'unanimité un appel à l'UE pour qu'elle prolonge la période de négociations des APE. Les positions de l'UE et de l'ECOWAS étaient trop opposées et il y avait des différences significatives d'intérêts dans celles des pays de l'Afrique de l'Ouest. Cependant l'UE est restée intraitable. Dans une lettre datée du 11 octobre, le commissaire au commerce, Peter Mandelson et le commissaire au développement Louis Michel ont tenu à conclure les négociations vers le 31 Décembre 2008.

Quelle en est la raison? : Les taux préférentiels accordés jusqu'à présent unilatéralement par l'UE aux pays de l'ACP s'opposent au principe de " mutualité" de l'OMC. Ainsi, l'ECOWAS a mis en demeure l'UE de s'adresser à l'OMC pour une prolongation de la dérogation. L'UE a refusé et menacé les pays de l'ECOWAS d'augmenter les taxes sur les importations de l'Afrique de l'Ouest à partir du 1 janvier 2008, s'ils refusaient de signer.²⁴



Fast food sur le marché Kaneshi d'Accra

"Nous espérons que l'ECOWAS continuera à résister à la pression de l'UE", déclara Adam Nashirou, Président des l'association des petits exploitants agricoles du Ghana, dès le 7 décembre, lors d'une conférence de presse commune avec le FIAN et Germanwatch à Berlin.²⁵ Pourtant, quelques jours plus tard, ses espoirs furent anéantis. Exactement comme pendant les négociations avec le FMI en 2003, le gouvernement du Ghana se dégonfla pendant les négociations de l'APE. Le Ghana, ainsi que la Cote d'Ivoire, sortirent du bloc commun de l'ECOWAS et acceptèrent un accord le 13 Décembre. Cette décision attira les fortes critiques de la presse ghanéenne. " Le gouvernement a purement et simplement accepté les exigences de la Commission Européenne qui se sont avérées être dangereuses pour le plein développement de notre économie". En franchissant ce pas, le Ghana a renforcé l'impression qu'il joue le rôle de "cheval de Troie de l'UE" en Afrique de l'Ouest²⁶.

Nashirou prévient: " Nous luttons contre les inondations d'importations bon marché provenant de l'UE. Un APE nous briserait le dos. Nous avons manifestement besoin de davantage de

protections tarifaires au lieu d'un marché libre." En effet: Le Droit humain à l'alimentation des éleveurs de volailles et des producteurs de tomates a été massivement violé ces dernières années. L'UE n'est pas la dernière à en être responsable avec son dumping des exportations. Il y a le FMI, avec ses pressions déloyales pour un ajustement structurel. Le gouvernement du Ghana ne peut pas ignorer sa responsabilité. Avec l'ouverture du marché au début des années 1990 et avec les réductions massives des services agricoles, le gouvernement a manqué à son devoir qui est de protéger et de soutenir le Droit à l'alimentation. Ce devoir n'a pas été respecté ni par l'UE ni par le Ghana avec le nouvel accord provisoire. On a besoin de toute urgence de la protection du marché contre les importations bon marché provenant de l'UE et de ce fait la protection du droit à l'alimentation des agriculteurs. Ces protections sont, par contrat, interdites. Ce qui est particulièrement cruel, c'est que l'accord ne contient pas de résolution sur une réduction des subventions européennes à l'exportation.

On peut espérer qu'on n'a pas dit le dernier mot sur les négociations de l'APE. En effet, Pour l'instant l'accord n'existe que sur le papier. Pour être légalement ratifié, les gouvernements de l'UE et du Ghana doivent donner carte blanche. Et cela reste une question non résolue.

- 1 N24 2007: West Africa also overtaken by floods [Auch Westafrika ereilen Überschwemmungen]. 17.9.07. <http://www.n24.de/politik/article.php?articleId=151226> (checked: 11.1.08)
 - 2 Aktion Deutschland Hilft 2007: Steinmeier: „It is necessary to provide targetted emergency aid“ [Steinmeier: „Es gilt, zielgerichtet Soforthilfe zu leisten“]. Press release 11.10.2007. http://www.aktion-deutschland-hilft.de/adh_artikel_14/presse_2/adh_111/2007_184/2007_10_11steinmeier_es_gilt_zielgerichtet_soforthilfe_zu_leisten_6381.php. (checked: 11.1.08)
 - 3 Bertow K. & Schultheis A. 2007: Impact of EU's agricultural Trade Policy on Smallholders in Africa. Germanwatch, Both Ends, FIAN & UK Food Group. Bonn 2007.
 - 4 Paasch A. (ed.), Garbers F. & Hirsch T. 2007: The impact of the rice market liberalisation on the Right to Food. Case studies from Ghana, Honduras and Indonesia. [Die Auswirkungen der Liberalisierung des Reismarkts auf das Recht auf Nahrung. Fallstudien aus Ghana, Honduras und Indonesien]. Brot für die Welt (Ed.) together with FIAN and Globales Ökumenisches Aktionsbündnis: Stuttgart.
 - 5 Oxfam International (Ed.) 2006: Unequal Partners: How EU-ACP Economic Partnership Agreements (EPAs) could harm the development prospects of many of the world's poorest countries. Oxfam Briefing Note: Oxford. http://www.oxfam.org/en/files/bn0609_unequal_partners_epas/download. (checked: 11.1.08)
 - 6 European Commission 2007: Note on the state of play in the EPAs negotiations. 20.12.07. http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2007/december/tradoc_137364.pdf. (checked: 11.1.08)
 - 7 Issah M. 2007: Right to Food of Tomato and Poultry Farmers. Report of an Investigative Mission to Ghana. FIAN, Send Foundation, Both Ends, Germanwatch & UK Food Group (Ed.): Heidelberg.
-
- 8 Asuming-Brempong S. et al. 2006: Import Surge and their Effect on Developing Countries. Ghana Case Study. Rice, Poultry Meat and Tomato Paste. Unpublished.
 - 9 Mari F. & Buntzel R. 2007: The Global Chicken. Chicken Breasts and Chicken Wings – Who Eats the Rest? [Das Globale Huhn. Hühnerbrust und Chicken Wings – Wer isst den Rest?] Brandes & Apsel Verlag, Frankfurt a. M.
 - 10 FAO 2006. Briefs on Import Surges. No. 5 Ghana: rice, poultry and tomato paste. Rome. <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/ah628e/ah628e00.pdf>. (checked: 11.1.08)
 - 11 UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights (CESCR) 1999: General Comment 12, The Right to adequate Food (Art. 11), Twentieth Session, 1999.
 - 12 Issah 2007, *ibid*.
 - 13 FAO 2006, *ibid*.
 - 14 Bunte F. & Roza P. 2007: Peeling tomato paste subsidies. The impact of a revision of the CMO for processing tomatoes on European horticulture. Den Haag. http://library.wur.nl/wasp/bestanden/LUWPUBRD_00352565_A502_001.pdf. (checked: 11.1.2008)
 - 15 Mari F. & Knottnerus R. 2007: The struggle of tomato farmers in Northern Ghana. ICCO and EED. Utrecht.
 - 20 IWF 2003: Country Report No. 03/133, May 2003, in: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2003/cr03133.pdf>. (checked: 11.1.08)
 - 21 Mari F. & Knottnerus R. 2007, *ibid*.
 - 22 Trade Negotiations Insights 2008, Special Edition. Volume 6, number 8, December & January 2008. ICTSD and ecdpm. (checked: 26.1.08)
 - 23 The interim agreement between the EU and Ghana remains officially unaccessible. Article 14 of a late draft however contains a „standstill“ clause: „No new duty on imports shall be introduced on trade between the Parties and those currently applied on trade between the Parties shall not be increased as from the date of entry into force of this agreement.“ According to reliable sources, this clause is also part of the final text.
 - 16 Asuming-Brempong 2006, *ibid*.
 - 17 Khor M. & Hormeku T. 2006: The impact of globalisation and liberalisation on agriculture and small farmers in developing countries: The experience of Ghana. TWN. Accra. http://www.twinside.org.sg/title2/par/Ghana_study_for_IFAD_project_FULL_PAPER_rev1apr06.doc. (checked: 11.1.08)
 - 18 Mari F. & Knottnerus R. 2007, *ibid*.
 - 19 Paasch A. (ed.), Garbers F. & Hirsch T. 2007, *ibid*.
 - 24 Letter of the European Commission to ECOWAS, 11.10.2008. http://www.epa2007.org/upload/_1016164044_001.pdf. (checked: 26.1.08)
 - 25 Germanwatch and FIAN Germany 2007: Economic partnership threaten Right to Food in Africa [“Wirtschaftspartnerschaften bedrohen Recht auf Nahrung in Afrika“], Press release of the 07.12.2007. <http://www.fian.de/fian/index.php?option=content&task=view&id=538&Itemid=79>. (checked: 26.1.08)
 - 26 Suleiman Mustapha 2008: Ghana's interim EPA agreement with the EU: A stepping stone into danger, for Ghana and for the West Africa, in The Statesman, 11.1.2008. Accra. http://www.thestatesmanonline.com/pages/news_detail.php?newsid=5550§ion=2. (checked: 26.1.08)

Les signataires de cette étude :

Germanwatch

C'est une initiative Nord-Sud non gouvernementale, à but non lucratif et indépendante. Depuis 1991, nous travaillons activement sur des problèmes comme le commerce, l'environnement et les relations Nord-Sud au niveau allemand, européen et international. Les problèmes complexes demandent des solutions novatrices. Germanwatch prépare le terrain pour de nécessaires changements de politiques dans le Nord qui préservent les intérêts des personnes du Sud. Régulièrement, nous présentons des informations significatives aux décideurs et aux sympathisants. Notre travail est financé par des dons, les cotisations des adhérents et des subventions pour des projets. Nos buts essentiels sont :

- Un cadre politique pour la sécurité alimentaire mondiale et l' agriculture soutenable.
- Des instruments efficaces et justes ainsi que des incitations économiques pour la protection des climats.
- Conformité des multinationales avec les normes écologiques et sociales.
- Investissements à caractère écologique et social.

www.germanwatch.org

FIAN

FIAN international l'organisation internationale des droits de l'homme qui préconise la prise de conscience du, droit à l'alimentation. Nous sommes une organisation apolitique et à but non lucratif avec des groupes et des membres dans plus de 50 pays. Nous dénonçons les violations des droits des peuples à l'alimentation et nous nous efforçons d'assurer l'accès aux ressources dont les gens ont besoin pour se nourrir maintenant et plus tard. Nous concevons un monde libéré de la faim, dans lequel tout homme, toute femme, tout enfant puissent profiter pleinement et dignement de leurs droits.

www.fian.org

Both Ends

Both Ends soutient le travail des organisations écologiques, essentiellement au Sud (Pays en voie de développement) et dans les pays d'Europe centrale et de l'Est (CEE) .Nous soutenons les organisations par les renseignements, la recherche, les plaidoyers, les campagnes, les prises de contact et des aides.

L'essentiel des activités de Both Ends est d'établir des liens entre le Nord et le Sud. C'est aussi l'environnement, le développement et les différents secteurs de la société. Both Ends fait fonction d'intermédiaire pour soutenir les individus et les organisations sociales du monde entier dont la spécialisation est la durabilité écologique ou la justice sociale. Le principal centre d'intérêt est la réalisation de formes durables de gestion des ressources naturelles et la promotion des prises de décisions au Pays-Bas et partout dans le monde.

www.bothends.org

UK Food Group

UK Food Group centre son travail sur les principaux problèmes liés à l'alimentation internationale, l'agriculture et l'environnement. Ceux ci comprennent le besoin d' système alimentaire juste, cohérent, équitable et soutenable qui serve les intérêts des petits fournisseurs alimentaires, des consommateurs et de l'environnement, en particulier dans les régions rurales et les régions pauvres du Sud Global.

Le réseau consiste en 35 organisations, environ.

L'UK Food Group représente aussi BOND.(groupements d' ONG étrangères .)

www.ukfg.org.uk